



## SECTION de la VENDÉE

<http://www.fo-dgfip-sd.fr/085/>

# COMPTE-RENDU COMITE TECHNIQUE LOCAL du 21/04/2016

*Les élus FO présents à ce CTL :*

*Samuel CHRISTINE (EDR), Frédéric FAUCHARD (Montaigu),  
Sébastien LIEVRE (La Roche / Yon), Williams PILLET (Challans),  
Anne RETO-RIVIERE (Chaillé Les Marais) et Franck VERNA (La Roche/Yon)*

---

**\* Déclaration liminaire (quelques extraits ci-dessous – vous la trouverez en intégralité sur notre site internet) :**

Mr Le Président du Comité Technique, Mrs Les Directeurs,

Les agents subissent de plein fouet depuis de nombreuses années vos décisions, à savoir les suppressions d'emplois et les restructurations incessantes, et leurs conséquences pour leurs conditions de travail. Pas une année ne se passe sans une fermeture d'un service public et pas seulement en milieu rural. Vous dites envisager la fermeture de 2 nouvelles trésoreries le 01/01/2017 or quand vous dites « envisager », pour vous, cela veut dire que c'est acté ! Nous n'avons aucun exemple en Vendée prouvant le contraire. Cette annonce trop tardive n'a pas permis aux agents concernés et qui l'auraient souhaité, de participer au mouvement national de mutation 2016 : c'est regrettable !

Nous vous rappelons que c'est la DGFIP qui est la seule responsable des difficultés de ces trésoreries rurales. En effet, les vacances de poste sont du ressort de la DDFIP et de la Direction Générale. En région parisienne, la DGFIP affecte des agents en première affectation pour combler les vacances d'emplois. En Vendée, quand il s'agit d'un poste hors agglomération, cela ne gêne personne de laisser la moitié des sièges vides. Cela permet même au bout du compte, de justifier la fermeture du poste. Avec les suppressions d'emplois dans les services, vous organisez le mal-être des personnels, les poussant ainsi parfois à réclamer eux-mêmes la fermeture de leur trésorerie. D'autant plus que la fermeture de ces trésoreries n'arrangera rien puisqu'au passage, vous en profiterez rapidement pour supprimer des emplois dans les services absorbant le surcroît d'activité.

Pourtant, sur le terrain, les besoins de service public de proximité sont prégnants et les attentes fortes de la part des partenaires du secteur local mais aussi des contribuables, qui continuent toujours aussi nombreux de solliciter nos guichets. Ils démontrent ainsi qu'ils sont encore bien loin de se « désintoxiquer » de notre accueil de proximité. Ces fermetures que vous proposez sont la conséquence directe des suppressions d'emplois, notre réseau s'éloigne de plus en plus physiquement des usagers, lesquels devront composer avec la proximité virtuelle d'un service en ligne dont chacun connaît les limites. Tant pis pour toutes celles et ceux qui n'ont ni ordinateur, ni internet !

Nous ne pouvons pas non plus passer sous silence les rumeurs circulant sur une réorganisation départementale des services du cadastre, de quoi s'agit-il précisément ? Il en est de même des inquiétudes des collègues du domaine suite au dernier groupe de travail national relatif à cette activité.

À la DGFIP, soumise depuis des années à une perte de plus de 2000 emplois par an (correspondant, pour 2016, à 56% de l'ensemble des suppressions d'emplois dans la Fonction Publique de l'État), la tension dans les services est souvent à son paroxysme, ce que nous pouvons constater en Vendée dans le baromètre social et le tableau de bord de veille sociale à l'ordre du jour de ce CTL.

La conflictualité à la DGFIP est très largement supérieure à la moyenne dans la Fonction Publique de l'État. Le mouvement du 31 mars en est le dernier exemple, notamment dans notre département. Le Ministre, le Directeur Général et vous-mêmes devraient en tirer les bonnes conclusions. Les agents n'en peuvent plus de vos discours sur leur professionnalisme, qui sont suivis par si peu de reconnaissance, tant pour leur traitement, leur régime indemnitaire, leur déroulement de carrière que pour une amélioration de leurs conditions de travail.

### **A l'ordre du jour de ce CTL figuraient les points suivants :**

#### **1/ Projet de réorganisation de la DDFIP 85 :**

***La direction propose pour le 01/01/2017 :***

***\* La fermeture de 2 trésoreries (activité de Chaillé Les Marais transférée à Luçon et activité de Pouzauges transférée aux Herbiers)***

***\* Le transfert de l'activité recouvrement de la trésorerie de St Jean de Monts au SIP de Challans.***

Nous revenons sur les chiffres avancés par Mr Mignon concernant l'accueil physique qui ne sont que très partiels puisqu'ils n'intègrent qu'une partie de l'accueil. En effet, seul l'accueil fiscal est comptabilisé dans ORCFA or il s'agit là de trésoreries mixtes avec une activité SPL (secteur public local). En vérité, il s'avère que la direction ne dispose d'aucuns chiffres précis pouvant nous assurer que l'accueil physique global dans ces trésoreries rurales diminue réellement. Ce raisonnement n'est donc pas pertinent pour étayer la fermeture d'une trésorerie !

La direction nous précise que le réseau doit aussi s'adapter aux réformes territoriales (nouvelle cartographie des intercommunalités : « loi Notre »).

La direction affirme que ces services sont très peu demandés en mutation et qu'il est difficile de pourvoir les emplois implantés. Nous affirmons que des règles de mutations assouplies et adaptées à la densité de notre réseau permettraient de pourvoir ces postes si la direction générale le décidait. (*lire notre déclaration liminaire : problème de la coupure nationale, création de postes spécifiques, etc.*)

La direction souligne que l'activité recouvrement étant souvent en difficulté dans les trésoreries mixtes (au même titre que le CSP dans les SIP, les chefs de service devant faire des choix.), son transfert vers les SIP permet de remédier aux difficultés. De plus, ces trésoreries, en se spécialisant, peuvent alors se concentrer davantage sur la qualité des comptes de leurs collectivités locales.

Nous insistons pour que l'accueil des personnels transférés dans leurs nouveaux services soit suivi par la direction afin que leur intégration se passe au mieux. Nous sommes inquiets car les services absorbant ces activités transférées vont devoir le faire avec des effectifs insuffisants.

## **2/ TBVS « tableau de bord de veille sociale » + baromètre social :**

### **QUELQUES CHIFFRES EDIFIANTS DU TBVS :**

- \* **Nbre de congés maladie de courte durée (<5j.) :** **552 jours en 2015** (2014 : 449 j. - 2013 : 343 j.)
- \* **Nbre de jours de congés épargnés au CET :** **3114 jours en 2015** (2014 : 2873 j. - 2013 : 2100 j.)
- \* **Nbre d'écrêtements des horaires variables :** **572 représentant 2124 heures écrêtées en 2015**  
(558 représentant 2192 heures écrêtées en 2014)  
(632 représentant 2849 heures écrêtées en 2013)

Nous demandons à la direction si cet outil statistique, qui nécessite un gros travail de suivi, est réellement utile au pilotage. Mr Mignon nous répond par l'affirmative car cela permet parfois de déceler des situations difficiles et de pouvoir réagir en conséquence plus rapidement.

Concernant le baromètre social 2015 (réalisé tous les 2 ans), seulement 48% des agents ont participé au questionnaire et pratiquement tous les résultats sont en retrait par rapport à 2013 ! La direction s'inquiète de certains points négatifs : la démotivation des personnels, le sentiment croissant des agents de travailler toujours dans l'urgence, l'augmentation du stress lié aux charges importantes de travail, le rythme trop rapide des changements, le manque d'écoute et le manque d'information sur les projets de restructuration, etc.

Concernant FO, nous justifions ces mauvais résultats et le faible taux de participation par le fait que les personnels sont désabusés par la situation dégradée de leurs services. Ils ne voient aucun intérêt à répondre à ces enquêtes qui ne changent en rien leur réalité quotidienne. En outre, la direction locale ne dispose d'aucune marge de manœuvre pour améliorer l'existant : budget de fonctionnement toujours en baisse ainsi que les effectifs !

Nous estimons que ces outils donnent bonne conscience à la direction générale mais 'il ne s'agit là que d'une comptabilité du mal-être ! Mr Mignon va mettre en place prochainement des ateliers au niveau de l'encadrement afin de travailler sur ces chiffres et essayer de trouver des pistes d'amélioration.

## **3/ Questions diverses :**

### **\* PCRП et SPF-E :**

Des groupes de travail se tiennent actuellement concernant l'organisation de ces nouveaux services.

Mr Danelutti précise que ces GT ne sont pas décisionnaires et qu'il pourrait ne pas suivre certaines propositions des GT si celles-ci lui semblent contraires à l'esprit recherché. Une note de cadrage organisationnel sera établie par le PGF concernant l'activité de ces nouvelles structures avant leur mise en service le 01/09/2016.

Toutes les questions immobilières sont loin d'être réglées pour l'implantation des personnels du PCRП (bureaux individuels ou non pour les cadres A) et du SPF-E (notamment concernant l'accueil).

### **\* Domaines :**

Cette activité est peu à peu rattachée aux Préfets de Région, ce qui aura des conséquences sur l'organisation des services départementaux du domaine. À ce jour, tout n'a pas été arrêté au niveau national : du fait des seuils, 30 à 50% de l'activité de ces services pourrait à terme être transférée au niveau régional. Affaire à suivre !

### **\* CDIF :**

Réorganisation départementale envisagée et à l'étude. Ce projet de réorganisation de l'activité pour le 01/01/2017 pourrait nous être présenté ces prochaines semaines. Les géomètres resteraient sur leurs implantations actuelles et les services de gestion seraient centralisés sur 1 ou 2 sites (La Roche / Yon et Le Château d'Olonne.). Affaire à suivre également.

### **\* Nombre de départs en retraite** comptabilisé pour 2016 : 33 (6 A+ , 3 A , 14 B et 9 C) + 1 B déjà recensé pour 2017

Au final, les restructurations et les difficultés proviennent avant tout du manque d'emplois. Tout emploi qui manque pose problème, sachant que le TAGERFIP ne colle déjà pas avec la réalité des besoins. Avec cette trentaine d'agents qui ont déposé leur demande de retraite, il n'y a plus qu'à espérer qu'ils soient tous remplacés. Ce ne sera malheureusement pas le cas !